



**Centre National de la Recherche Scientifique
Délégation Rhône Auvergne**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP N° 2025-03)**

**Prestations de surveillance technique et incendie, gardiennage du site de la
Délégation Rhône Auvergne du CNRS**

APPEL D'OFFRES OUVERT

CODES C.P.V. :

79713000-5 - Service de gardiennage.

CODE NACRES :

BC.01 - Service de gardiennage et sécurité

**Service responsable
de la passation du marché**

CNRS Délégation Rhône Auvergne
SFC / Pôle Achats & Marchés
2 Avenue Albert Einstein B.P. 61335
69609 Villeurbanne Cedex

SOMMAIRE

Article 1 – Objet du marché.....	3
Article 2 - Documents constitutifs du marché	3
Article 3 – Durée et prise d’effet du marché	3
Article 4 – Modalités d’exécution.....	4
4.1 Horaires et lieu d’exécution des prestations	4
4.2. Conditions d’exécution à caractère social	4
Article 5 – Vérification et admission.....	8
Article 6 - Modalités de détermination des prix.....	8
6.1 Principes généraux.....	8
6.2 Modalités de variation des prix	8
6.3 Révision des prix	8
Article 7 - Paiements	9
Article 8 – Traitement des données personnelles et confidentialité	10
8.1 Traitement des données personnelles	10
8.2 Clause de confidentialité.....	11
Article 9 – Modification du marché public	11
Article 10 – Responsabilités et assurance	11
Article 11 – Dispositions de sécurité.....	12
11.1 Plan de prévention.....	12
11.2 Dispositions liées aux Zones à Régime Restrictifs (ZRR)	12
Article 12 - Litiges	13
Article 13 – Pénalités.....	13
Article 14 - Force majeure.....	14
Article 15 – Défaillance du titulaire	15
Article 16 – Reprise du personnel existant	15
Article 17 - Règlement judiciaire – Liquidation de biens.....	15
Article 18 – Cession – Nantissement	15
Article 19 - Dérogations au CCAG-FCS.....	16

Article 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution de **prestations de surveillance technique et incendie, gardiennage du site de la Délégation Rhône Auvergne du CNRS**.

Le périmètre d'intervention du titulaire, à la notification du marché, est limité aux bâtiments compris sur le site de la délégation régionale, conformément aux modalités décrites à l'article 1 du CCTP n° 2025-03.

Article 2 - Documents constitutifs du marché

Le marché est constitué des pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'ATTRI1 2025-03 (acte d'engagement) et ses 3 annexes :
 - Annexe 1 : Cadre de Réponse Financière (CRF) ;
 - Annexe 2 : Cadre de Réponse Technique (CRT) ;
 - Annexe 3 : Insertion sociale ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP n° 2025-03) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CNRS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP n°2025-03) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CNRS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) - passé au nom de l'Etat, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document n'est pas matériellement joint mais consultable sur <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- La proposition technique du titulaire.

Toute clause portée dans le(s) catalogues(s), tarif(s), facture(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

Article 3 – Durée et prise d'effet du marché

Le présent marché est passé pour **une durée ferme d'un (1) an**, à compter de la date de début d'exécution des prestations fixée au **15/07/2025 à 6h00**.

Il est reconductible tacitement par période d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Cette date servira de date anniversaire au marché.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur se prononcera **au plus tard trois (3) mois** avant la fin de la durée de validité du marché par tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de l'accusé de réception.

Le titulaire peut faire part au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, **au plus tard six (6) mois** avant la fin de la durée de validité du marché, de sa volonté de se dégager du marché. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Article 4 – Modalités d'exécution

Les prestations décrites au marché sont exécutées en application de l'ensemble des documents énumérés à l'article 2 du présent CCAP, ainsi que des consignes particulières de sécurité.

4.1 Horaires et lieu d'exécution des prestations

Les prestations de surveillance et gardiennage du site se déroulent du lundi au vendredi inclus de 6h00 à 21h00 et se décomposent de la manière suivante :

- depuis le poste de garde, à l'entrée du site, sur la plage horaire de 7h00 à 20h00 ;
- la ronde d'ouverture : de 6h00 à 7h00 et la ronde de fermeture des bâtiments de 20h00 à 21h00.

Le site de la délégation régionale du CNRS Rhône Auvergne concerné par les prestations est situé au 2 avenue Albert Einstein à Villeurbanne. Il est constitué de 3 bâtiments principaux : Délégation Régionale (DR), Bâtiment Médico-Social (BMS) et Institut de Recherche sur la Catalyse et l'Environnement de Lyon (IRCELYON).

4.2. Conditions d'exécution à caractère social

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 16 du CCAG portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants.

4.2.1 Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er Avril 2019, le CNRS, fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

a) Critère d'éligibilité

Dans le cadre de cette opération le CNRS s'est engagé à favoriser l'accès à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles spécifiques d'accès à l'emploi, ci-dessous :

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit au Pôle Emploi ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois
- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrite au Pôle Emploi
- Bénéficiaire de minimas sociaux
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail (Handicap)
- Bénéficiaire d'un PASS IAE

- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle
- Jeune de -26 ans qualifié (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois
- Participant au dispositif d'accompagnement socio-professionnel de la Métropole de Lyon
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation)

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte du CNRS, en amont de tout contrat de travail à l'aide de la fiche de validation en transmis par l'AMO.

b) Durée d'éligibilité

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

Incitation à l'emploi durable en CDI : une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois en cas d'embauche en CDI par une entreprise, dans la limite d'un plafond de 3640 heures d'insertion.

La notion de parcours étant particulièrement importante pour les Maîtres d'Ouvrages du territoire, cette valorisation exceptionnelle jusqu'à 36 mois peut également être accordée par l'AMO Insertion afin, par exemple, de permettre à la personne bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle.

c) Mise en œuvre de l'action d'insertion

Cela consiste, pour le titulaire du marché à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum de **150 heures par an (soit 600 heures sur la durée totale du marché)**, selon les modalités définies ci-dessous.

Précisions en cas de reprise du personnel

Si l'attributaire doit reprendre tout ou partie des salariés, en application de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 - Avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel, l'acheteur public, avec l'aide du facilitateur, calcule le volume d'heures d'insertion, non pas sur l'ensemble du marché, mais sur la partie non concernée par la reprise de personnel, sur la base d'un effort d'insertion de 5%.

Cette pondération du volume permet de respecter la pérennité des emplois et garantit une équité entre les soumissionnaires.

Le nombre d'heures du marché pris en compte est donc réduit de la part du personnel transférable.

Le nombre d'heures de travail réalisé par les salariés transférables sur la période est calculé à partir des annexes exigibles de reprise du personnel en multipliant le nombre d'heures mensuelles mentionné par la durée de la période concernée.

Le titulaire du contrat transmet au facilitateur le tableau de la liste des personnels repris dans le mois suivant la notification du marché.

d) Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire

Dans le cadre de la réalisation des engagements insertion par l'entreprise, trois modalités de mise en œuvre sont possibles pour les entreprises.

- **1ère modalité : l'embauche directe** par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire a l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

- **2ème modalité : la mise à disposition de personnel** par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une structure qualifiée

L'entreprise sous-traite tout ou partie de son marché à une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) sous conventionnement avec l'Etat, ou à une Entreprise Adaptée (EA) ou un Etablissement et Services d'Aide par le Travail (ESAT).

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

4.2.2 Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion du CNRS

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par le CNRS est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

Coordonnée de l'AMOI :

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'E)
24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon
Elsa MAUNIER
Facilitatrice Clauses Sociales
Tél : 07 68 09 69 91
Mail : emaunier@lyonmetropole-mmie.fr

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise

en œuvre de son engagement d'insertion.

Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.
- Accompagner les entreprises dans la réalisation de son action qualitative.

4.2.3 Suivi et évaluation de la clause sociale

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Le CNRS procède, en collaboration avec la MMIE, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire produit et transmet à la MMIE, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Les documents à transmettre au facilitateur sont :

- Le contrat de travail (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles).
- Les fiches de paie.
- Le révéle d'heures transmis par la MMI'e.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue au présent CCAP.

L'AMOI procède informe régulièrement le CNRS de l'état de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI et le CNRS

4.2.4 Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article 4.2 – Condition d'exécution à caractère social du CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Article 5 – Vérification et admission

Les opérations de vérification des prestations ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le pouvoir adjudicateur. Conformément aux dispositions de l'article 3.3 du CCAG/FCS, d'autres personnes physiques pourront être habilitées en cours d'exécution du marché.

Les vérifications consistent à s'assurer que la prestation s'est déroulée conformément aux exigences du CCTP. Elles sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/FCS.

Par ailleurs, la délégation régionale du CNRS peut à tout moment et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à tout contrôle qu'il juge nécessaire en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités d'exécution avec les clauses du marché.

Article 6 - Modalités de détermination des prix

6.1 Principes généraux

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais de déplacement ainsi que l'intégralité des frais et dépenses relatifs à l'exécution du marché.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables à l'opération et à ses prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

De même, il est réputé avoir connaissance pleine et entière des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

6.2 Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois de la date limite de remise des offres (mois M0)**.

6.3 Révision des prix

Les prix initiaux, valables la première année, sont révisables à compter de la deuxième année du marché et années suivantes à date anniversaire, en cas de reconduction, selon la formule :

$$P = P_0 (0,25 + 0,75 I_n / I_0)$$

dans laquelle :

P : prix révisé

P₀ : prix au mois zéro

I_n : valeur de l'indice de référence du mois anniversaire

I₀ : valeur de l'indice de référence du marché au mois zéro (mois de la date limite de remise des offres)

Il est tenu compte de l'indice de référence suivant pour le calcul de la variation des prix :

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 80.10 – Services de sécurité privée. Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes.

Identifiant 010766602 consultable sur le site INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766602>

Conformément à l'article 10.1.2 du CCAG/FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Il incombe au titulaire de calculer les évolutions de prix applicables et de fournir au pouvoir adjudicateur les justificatifs permettant d'attester les valeurs d'indices nécessaires au contrôle du calcul.

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée AR ou par voie électronique à l'adresse marché dr07.marches@cnrs.fr, sa demande de révision pour validation.

La demande de révision intervient au plus tard dans les trois mois suivant la date anniversaire.

En cas de non parution de l'indice approprié dans ce délai, il sera fait application du dernier indice connu au moment de la révision.

Les éventuels paiements non révisés intervenus dans ce délai pourront être régularisés à posteriori après validation de la demande.

Article 7 - Paiements

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Délégué Régional du CNRS Rhône Auvergne.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire du CNRS Rhône Auvergne.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'Acte d'Engagement, selon le RIB original joint.

Les factures sont émises **mensuellement à terme échu**.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail ;

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n° **18008901303720**) ;

- Le code service de l'entité CNRS facturée (**MOY700**) ;
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : **0007L0xxxxx**).

Chaque facture doit comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- les références du présent marché,
- le nom et l'adresse complète du lieu des prestations,
- la désignation du débiteur :
CNRS Délégation Rhône Auvergne
2 avenue Albert Einstein, BP 61335
69609 Villeurbanne Cedex
- la période concernée des prestations de gardiennage,
- le montant HT
- le montant de la TVA et le total TTC.

Le délai global de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours suivant la réception des factures et sous réserve de l'exécution du service correspondant.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 euros.

Article 8 – Traitement des données personnelles et confidentialité

8.1 Traitement des données personnelles

Certaines données collectées par le titulaire en application du présent marché peuvent constituer des données à caractère personnel.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

8.2 Clause de confidentialité

L'exécution du marché peut conduire le titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques. Le titulaire et ses personnels du titulaire sont tenus, sans limitation de durée, et conformément à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, que l'exécution du présent marché l'amènerait à connaître.

Le non-respect par le titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner sa résiliation sans indemnité, à ses torts.

Article 9 – Modification du marché public

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché peut être menée à tout moment dans les cas suivants :

- En cas de contexte de sûreté renforcé en nombre et/ou dans la durée impliquant une évolution des prestations tel que l'afflux massif d'utilisateurs et crise sanitaire.
- suite à la construction d'un nouveau bâtiment. En l'espèce, la prestation de gardiennage s'appliquera sur ce bâtiment annexe.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

Article 10 – Responsabilités et assurance

Le titulaire est responsable de tout dommage direct qui lui est imputable au titre de l'exécution du présent marché affectant les prestations.

Le titulaire doit se porter garant de l'honorabilité de son personnel.

Tout agent de surveillance responsable d'un manquement grave sera, à la demande de la direction régionale du CNRS, remplacé par le titulaire.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les personnels du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

Le personnel du titulaire est tenu, sans limitation de durée, et conformément à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité en vigueur à la date de notification, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du site de la délégation de la région Rhône Auvergne du CNRS, que l'exécution du présent marché l'amène à connaître.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au site de la délégation de la région Rhône

Auvergne du CNRS ou à ceux appartenant à des tiers.

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers, à l'occasion des prestations, objet du marché. Il doit produire, à toute demande du CNRS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Article 11 – Dispositions de sécurité

11.1 Plan de prévention

Les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et celles de l'article 6 du CCAG/FCS relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail sont applicables.

Le titulaire et le CNRS procèdent, avant le commencement des prestations, à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal et d'un plan de prévention.

Pour permettre l'élaboration du **plan de prévention**, le titulaire devra fournir, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la date de notification du marché, son **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**.

Le CNRS et le titulaire s'engagent dans le mois qui suit la notification du marché à rédiger et signer conjointement le Plan de Prévention.

Ce Plan de Prévention définira et aura pour but d'éviter les risques professionnels qui pourraient résulter de l'exercice simultané et, en un même lieu, des activités des deux structures.

Le Plan de Prévention sera révisé selon les termes du code du travail et **à minima une fois par an** à la date anniversaire du marché. Il sera expliqué aux agents par le titulaire et signé par chacun d'eux.

11.2 Dispositions liées aux Zones à Régime Restrictifs (ZRR)

En complément des dispositions générales ci-dessus ainsi que de l'article 5.3 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont exécutées dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle d'accès aux Zones à Régime Restrictif.

À ce titre le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès, les prestations objet du présent marché relevant d'une telle zone au niveau du le bâtiment IRCELYON. Ces procédures d'agrément sont décrites à l'article 2.1 du CCTP.

De plus, le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Les conditions de recours et d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L2193-3 et R2193-

1 à R2193-4 du code de la commande publique.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer le CNRS par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. Le CNRS se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité imposées au titulaire.

De plus, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter les règles de sécurité auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier le marché sans indemnités aux frais et risques du titulaire.

Les personnels du titulaire devront se conformer strictement aux règles applicables de sécurité pour l'exécution du marché, au règlement intérieur ainsi qu'aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur du site. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le titulaire s'engage à informer ses personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis.

Article 12 - Litiges

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation de la prestation.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. En cas de litige dans l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur saisira le comité consultatif de règlement amiable de Lyon.

Le tribunal administratif de Lyon est seul compétent si la conciliation entre les deux parties n'a pu donner satisfaction.

Article 13 – Pénalités

En cas de non-respect des conditions d'exécution du marché, et par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités (nettes de taxe) ci-après pourront être appliquées :

TYPE	DECLENCHEMENT	MONTANT
Organisation et planification		
Absence d'un gardien	Planning	300 € / Manquement
Absence de mise à jour du planning	Planning	50 € / Manquement
Absence aux réunions de suivi	Convocation	50 € / Manquement
Absence de matériel à disposition des agents (torche...)	Contrôle	50 € / Fait constaté

Qualification des agents inadéquates ou non à jour	Contrôle	100 € / Fait constaté
Tenue vestimentaire des agents non conforme	Contrôle	50 € / Fait constaté
Interventions		
Ronde mal effectuée	Rondier	50 € / Fait constaté
Main courante mal complétée	Main courante électronique	50 € / Fait constaté
Non-respect des consignes du CNRS	Main courante	100 € / Fait constaté
Mauvaise utilisation du SSI	Historique des alarmes	100 € / Fait constaté
Mauvaise utilisation des outils mis à la disposition de l'agent (vidéosurveillance...)	Historique des alarmes et main courante	50 € / Fait constaté
Non-respect des consignes ponctuelles données à l'agent	Main courante	100 € / Fait constaté

PENALITE POUR NON RESPECT DES ENGAGEMENTS D'INSERTION

- Non-respect des obligations relatives à l'insertion : **35 €** par heure d'insertion non réalisée. Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.
- Absence, refus ou retard de transmission des renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion : **100 €** par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.

Le non-respect de tout autre point du cahier des charges non listé ci-dessus entraînera une pénalité de **50€** par heure, jour, manquement ou fait constaté selon le cas.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, **toutes ces pénalités sont cumulables** et limitées au montant du marché. Dans l'hypothèse d'une relation de cause à effet entre deux pénalités, la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le CNRS envisage d'appliquer la première pénalité, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept jours. Les pénalités suivantes s'appliqueront sans mise en demeure préalable.

Article 14 - Force majeure

En cas de force majeure indépendante de la volonté du titulaire et dûment notifiée au CNRS par écrit, une décharge de responsabilité peut être accordée.

Article 15 – Défaillance du titulaire

En cas de manquement du fait du titulaire à la réalisation des prestations définies dans le présent marché, le CNRS pourra prendre toute disposition nécessaire pour y remédier et notamment faire appel à une autre société et ce, aux frais du titulaire.

Article 16 – Reprise du personnel existant

Il est fait application de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985, étendue par arrêté du 25 juillet 1985 (JO du 30 juillet 1985) et l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel.

Le titulaire est invité à évaluer le personnel repris en vertu de l'application de cette convention. La liste des personnels à reprendre est annexée au présent CCAP. (CCAP 2025-03 annexe 1- reprise de personnel)

Le titulaire s'engage à reprendre à niveau de rémunération au moins équivalent, les personnels en fonction avant la date d'effet du présent marché, sauf refus de leur part. Les personnels repris seront soumis aux règles de gestion du titulaire.

Cette reprise sera effectuée avec incorporation de l'ancienneté acquise par ces personnels au titre de leur précédent contrat de travail et ce sans période d'essai préalable ; les droits à congés payés seront également maintenus, ainsi que les avantages dont ils peuvent bénéficier au titre de leur convention collective.

Au cours de la dernière année du marché et en vue de son renouvellement, le titulaire transmettra, **à la demande du pouvoir adjudicateur**, les informations concernant le personnel à reprendre que le pouvoir adjudicateur communiquera aux candidats lors de la future procédure de consultation.

L'annexe au présent document liste les éléments relatifs à la masse salariale. Le pouvoir adjudicateur n'étant pas à l'origine des données transmises, sa responsabilité ne pourra être engagée en cas d'erreur.

Article 17 - Règlement judiciaire – Liquidation de biens

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, il est fait application de la loi n° 94-475 du 10 juin 1994 relative à la prévention et au traitement des difficultés des entreprises.

Article 18 – Cession – Nantissement

Pour l'application du régime de nantissement ou de cession de créances, sont désignés :

- Comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements : le Délégué Régional du CNRS Rhône Auvergne.
- Comme comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable Secondaire du CNRS Rhône Auvergne.

Article 19 - Dérogations au CCAG-FCS

Article du CCP concerné	Article du CCAG auquel il déroge
4.2	Article 16
6.2	Article 10.2.4
13	Articles 14 ; 14.1.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3

Il est précisé que dès lors qu'une dérogation au CCAG est formulée de manière claire et non équivoque par un article du CCP ou une autre pièce contractuelle, la circonstance que la dérogation elle-même ou l'article du CCAG auquel il est dérogé n'est pas mentionné par l'article dérogatoire et/ou récapitulée dans la présente liste ne saurait avoir pour effet d'écarter l'application de cette dérogation.